

Prise de parole CGT FSU Solidaires 1^{er} MAI 2026

CGT (Sabine BERNARD)

Chaque 1^{er} mai, les travailleuses et travailleurs du monde entier descendent dans la rue pour rappeler une vérité simple : ce sont celles et ceux qui font tourner le monde. Pourtant, depuis des années, ce principe fondamental est battu en brèche. La remise en cause du caractère férié et revendicatif du 1^{er} mai, réduit par certains à la fête du travail ou à la fête du muguet, est le symbole d'une offensive plus profonde contre les droits des travailleur·euses.

Cette année encore, nous refusons d'en faire le deuil et nous dénonçons l'abus de pouvoir du 1^{er} ministre Lecornu.

Ici nous ne sommes pas à Liévin, dans le Pas de Calais, où le nouveau maire élu R.N. (Rassemblement National) tente d'interdire toutes manifestations du 1^{er} mai !

Le 1^{er} mai est un droit conquis de haute lutte, pas une fête folklorique. Il n'est pas né d'une décision gouvernementale bienveillante. Il est le fruit de luttes ouvrières acharnées, du sang versé à Chicago en 1886, à Fourmies en 1891, de générations de militant·es qui ont tout risqué pour arracher des droits fondamentaux : la journée de huit heures, les congés payés, la protection sociale. Tenter de vider cette date de sa substance revendicative, de la réduire à un symbole floral sans aspérité politique, à la glorification du travail asservissant, c'est effacer la mémoire de ces luttes et ouvrir la voie à leur remise en cause.

Le travail mérite mieux que de l'attaquer sur un de ces symboles.

Il mérite des salaires et des pensions à la hauteur, pas des profits à sens unique, pas de capter les richesses qu'il produit pour la guerre ou pour les dividendes.

Pendant que les travailleurs voient leur pouvoir d'achat s'éroder sous le poids de l'inflation et des hausses du prix de l'énergie, du carburant, les actionnaires du CAC40 s'engraissent comme jamais. Cela n'est pas, cela n'a jamais été du ruissellement et nous assistons bien à une aspiration massive et accélérée des richesses vers les plus aisé·es : aides publiques généreuses et sans conditions, suppression de l'I.S.F., attaques contre l'assurance chômage, démantèlement des protections sociales. Le message est clair : les sacrifices sont pour les travailleur·euses, les profits pour les actionnaires.

Alors que des milliards sont débloqués pour financer le réarmement et les budgets militaires, au nom de la sécurité nationale, l'argent « manque » toujours pour augmenter les salaires des infirmières, des enseignant·es, des agent·es d'entretien, de tous ceux qui font tenir la société. Nous refusons cet accaparement des richesses qui va pousser des millions de personnes vieillissantes aux aléas des marchés financiers. Une pension digne en bonne santé est la juste contrepartie d'une vie de labeur. Nous n'acceptons pas.

SOLIDAIRES

Je vais commencer par une devinette : qui a dit : « L'État social, c'est l'État qui crée du travail, mais soyons plus précis : la seule politique sociale de l'État, c'est de créer du travail qui rapporte de l'argent... (Donc) le seul État réellement social, c'est l'État qui rend le travail rentable ». Ces propos auraient pu être de Macron. En fait ils sont du chancelier allemand Von Papen en 1932.

Pour nos trois syndicats, nous nous alarmons des baisses drastiques voulues des moyens financiers et humains attribués aux S.P. (Services Publics). Des votes locaux et nationaux soutenus par le Rassemblement National, qui n'a qu'un discours pseudo social mais pas les actes - il suffit d'observer ce qui se passe dans les communes où il y a des élu·es R.N. -, vont dans le sens contraire des principes des S.P. : solidarité — cohésion sociale et territoriale dans l'intérêt général.

On veut des S.P. pour éduquer, enseigner, soigner, pas pour fliquer ni contrôler, sauf les riches ! La plateforme ANEF ((Administration Numérique pour les Étrangers en France)) censée faciliter la vie des étranger·es qui souhaitent vivre et travailler en France en est un exemple.

Les personnes sans emploi fréquentent plus les bureaux de France Travail pour être contrôlées que pour être accompagnées.

Les quartiers se vident de Maisons de quartiers et d'espaces pour créer des liens qui sont perçus dangereux par certain·es élus.

On veut des S.P. pour protéger notre environnement. Les agent·es des Eaux et forêts en sous effectif ne peuvent plus nettoyer les espaces qui s'enflamment chaque année.

À Saint-Nazaire, la pollution est négligée par manque de moyens techniques et humains.

À l'hôpital, les services sont saturés et des lits fermés pas parce que nous allons bien (!) mais par manque de personnel.

L'état demande de faire des « efforts » aux usagères et usagers des S.P. ainsi qu'aux agent·es en réduisant les effectifs et les centres alors que cet état accepte une hausse de 37milliards d'euros pour le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure et va construire un énorme porte-avions dans les cales de nos chantiers.

La crise énergétique provoquée par la guerre en Iran ne saurait justifier une intensification du travail ou des gels de salaires. Au contraire, les profiteurs de guerre doivent payer, à commencer par l'état : non à l'essence à 2€/L, non à l'armement, oui à l'éducation et oui à une santé de proximité !

Et on veut des S.P. partout sur l'immense territoire français et dans ses colonies.

Combien de maternités disparaissent chaque année à la place de centres de que l'argent public coule à flots vers l'industrie de guerre et les marchés boursiers, pendant que les services publics s'effondrent et que les ménages s'appauvrissent.

Perdre sa vie à la gagner est tout aussi révoltant. Cette vision archaïque du travail et son organisation mis en œuvre provoquent toujours de trop nombreux accidents du travail et arrêts maladie : la santé des travailleur-euses n'est pas une variable d'ajustement.

Dans notre pays, un accident du travail est déclaré toutes les quelques secondes. Des milliers de salarié-es perdent la vie chaque année par l'exercice direct ou indirect de leur métier. Ce sont aussi des retraitées qui paient les conséquences de l'usure des corps au travail ou de leurs anciennes expositions à des produits dangereux. Derrière ces chiffres, ce sont des hommes et des femmes sacrifié-es sur l'autel de la productivité, de la cadence imposée, du manque de moyens humains et matériels. Le mépris des conditions de sécurité n'est pas une fatalité : c'est souvent le résultat d'une logique de réduction des coûts qui place le profit avant la vie. Lorsqu'un-e travailleur-euse tombe malade ou s'épuise, c'est d'abord le signe d'un travail trop exigeant, de conditions dégradées, d'un management toxique ou d'une organisation défailante, voire trop souvent tout cela à la fois !

Mais le gouvernement préfère encore une fois stigmatiser les malades jugé-es trop nombreux-euses alors que c'est la fraude fiscale qui nous prive de centaine de milliards d'euros. Ce gouvernement ne lutte pas contre la pauvreté, le chômage, ni les accidents du travail, il lutte contre les précaires et les victimes.

Inspirons-nous des luttes de ce 1er mai pour gagner les 8 heures et exigeons une politique ambitieuse de préservation de la santé au travail. Par la prévention des risques professionnels et organisationnel, le renforcement des inspections du travail, la revalorisation des indemnisations et l'arrêt des politiques de culpabilisation des malades.

Inspirons-nous des luttes gagnantes comme chez les travailleuses du nettoyage de G.S.F.(société de propreté) , les éducateurs-rices de rue de l'A.D.P.S. (Agence Départementale de la Prévention Spécialisée 44) et des combats en cours chez les animateurs.rices et les agent-es des piscines de la ville de Saint-Nazaire.